

LA FORMATION EST-ELLE LA RÉPONSE À LA QUESTION DU CHÔMAGE MASSIF ?

Une idée est fort répandue pour expliquer le chômage, notamment à Bruxelles : le chômage élevé proviendrait du niveau de qualification insuffisant des chômeurs. Dans ce cadre de pensée, le marché du travail, comme n'importe quel autre marché, exige un équilibre entre l'offre et la demande ; le problème serait que les qualifications des travailleurs ne rencontrent pas les besoins de qualifications des employeurs.

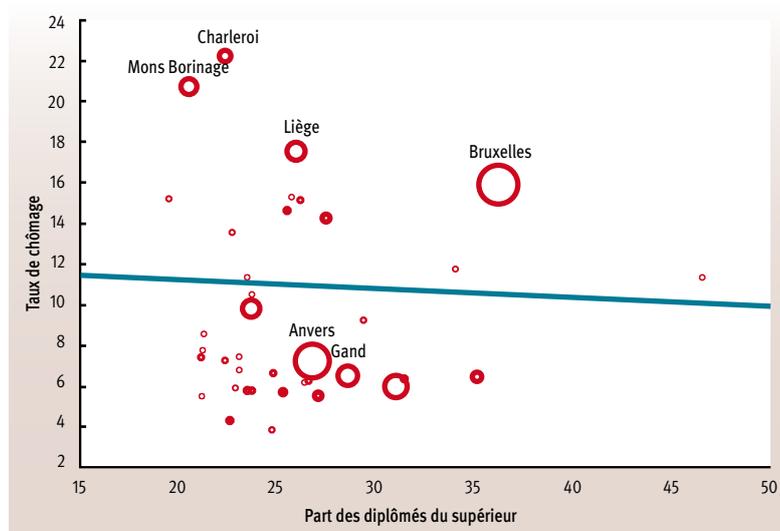
Gilles Van Hamme et Marion Englert (Observatoire des Inégalités)

« Alors que les employeurs y cherchent en moyenne 33% de diplômés du supérieur, 30% de diplômés du secondaire supérieur, et 37 % du primaire ou du secondaire inférieur, le profil des chômeurs ne suit pas cette répartition, puisque les proportions y sont respectivement de 11%, 19 % et 70%. Tant que subsistera ce hiatus, le taux de chômage ne descendra pas en dessous de 20% à Bruxelles. » Ce discours, tenu ici par Dominique Michel, président d'Agoria Bruxelles, est récurrent au sein du patronat en Belgique. Il est largement relayé par le monde politique qui met en exergue l'importance décisive de la formation pour résoudre la question du chômage à Bruxelles : « Une des difficultés principales en matière de réduction du chômage provient de l'inadéquation des profils des demandeurs d'emploi par rapport aux besoins des entreprises. » (1)

Mais que sait-on de la relation entre chômage et niveau de qualification en Belgique, et plus spécifiquement à Bruxelles ?

Un : au niveau individuel, il existe une relation forte entre le taux de chômage et le niveau de qualification (Voir le tableau ci-contre). Ainsi, le tableau montre un taux de chômage plus de trois fois plus élevé pour les personnes disposant au plus d'un diplôme secondaire inférieur par rapport à ceux

Taux de chômage et niveau de qualification dans les ensembles urbains belges.

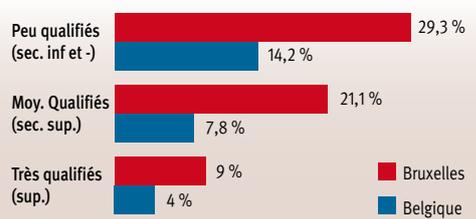


La ligne indique la tendance générale.

La surface des cercles correspond à la population des villes.

disposant d'un diplôme supérieur. A des niveaux bien plus bas, un écart similaire est observé sur l'ensemble de la Belgique.

Deux : pourtant, à un niveau agrégé, on ne constate aucune relation simple entre le niveau de qualification d'une population prise dans son ensemble et le niveau de chômage ↗



« Nous étions frappés que le milieu académique produit des tas de résultats, mais qui restent dans le milieu académique. Des milliards de textes sont publiés sur les inégalités, sur tous les sujets imaginables, mais ne sont pas diffusés vers le grand public. De plus, ces chercheurs sont largement financés par la collectivité, et leurs données sont inaccessibles ! Ça pose question ! Soit elles sont publiées en anglais, soit elles sont rédigées dans un jargon universitaire inabordable... Parfois, elles se retrouvent carrément dans des revues payantes ! De l'université, nous avons un accès à toutes ces données, nous avons voulu faire quelque chose avec tout ça. »

La relation entre niveau de qualification et chômage, si elle est puissante au niveau individuel, n'est absolument pas établie au niveau collectif.

⇒ de cette population.

Deux éléments illustrent la faiblesse de cette relation.

D'une part, que ce soit au niveau des ensembles urbains belges, ou à l'échelle des agglomérations dans l'ensemble de l'Europe, on ne trouve pas de relation simple entre taux de chômage et niveau de qualification. Ainsi, sur le graphique 1 (*lire en p. 63*), la proportion de diplômés du supérieur est mise en relation avec le taux de chômage et aucun lien entre ces deux variables ne se dégage de ce graphique. Des analyses plus sophistiquées menées sur l'ensemble des zones urbaines européennes aboutissent aux mêmes conclusions (2) : les villes où la population dispose en moyenne d'un niveau de diplôme plus élevé ne présentent pas forcément un moindre taux de chômage.

D'autre part, l'amélioration considérable des niveaux de qualification à Bruxelles, et ailleurs en Belgique, ne s'est pas traduite par une baisse

du chômage. On ne souligne que rarement à quel point les niveaux de formation de la population se sont accrus à un rythme élevé : ainsi, entre 1993 et 2009, la proportion des actifs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur est passé de 34% à 46% à Bruxelles, alors que dans le même temps, la part des personnes disposant au plus d'un diplôme secondaire inférieur s'écroulait de 40 à 25 % (3). Sur cette même période, le niveau de chômage est resté à des niveaux stables entre 15 et 20% de la population active.

Ainsi, la relation entre niveau de qualification et chômage, si elle est

« Nous sommes parfois invités lors de soirées d'informations. Par exemple l'Université populaire d'Anderlecht nous a invité sur la question de la surreprésentation des enfants de familles précarisées dans l'enseignement spécialisé. Ils ont eu connaissance de notre article, et comme ils ont eu plusieurs exemples d'enfants envoyés vers le spécialisé alors qu'ils pensaient qu'il n'y avait pas lieu de le faire, ils ont fait le lien. Selon eux il s'agissait seulement d'enfants parlant mal français, ou vivant dans des familles pauvres, avec des problèmes familiaux... Sur place, les gens étaient très contents d'avoir un éclairage avec des chiffres, et une objectivation de leur sentiment d'excès d'envois vers le spécialisé, ça les confirmait dans leurs convictions et les motivera peut-être à agir. »

« Nous ne nous adressons certainement pas au monde politique, nous n'avons pas le sentiment qu'il faille informer les autorités sur les inégalités... Ce n'est pas le public que nous visons, l'idée n'est pas de faire du 'business experts / politiciens', certainement pas. Nous parlons à l'opinion publique, ensuite il est possible qu'un journal reprenne nos informations et interpelle un ministre, mais ça passe par l'opinion publique. S'adresser directement aux politiques, ça nous semble complètement vain. »

Création d'un Observatoire des Inégalités

Au début du mois de mars 2015 s'est lancé l'Observatoire belge des Inégalités, par la mise en ligne de son site internet. Présentation, avec trois de ses membres.

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Le travail de l'Observatoire des inégalités comprend de nombreuses convergences avec les préoccupations développées dans la revue *Ensemble*. C'est pourquoi nous saluons cette initiative, en présentant certains de ses travaux et la démarche de ses initiateurs.

L'Observatoire est composé d'un groupe de personnes liées à la recherche universitaire et au monde associatif bruxellois. Leurs membres sont sociologues, économistes, géographes,... et sont inquiets face à la persistance et la croissance des inégalités sociales en Belgique. En regroupant des membres de différentes disciplines universitaires, ils ont voulu créer une convergence d'informations sur ce thème. L'initiative part « du constat d'un manque, celui d'un endroit centralisé sur les thématiques des inégalités, avec des informations décrites de manière simple et abordables à tout un chacun. La volonté est de sortir du jargon universitaire », déclare Alice Romainville, géographe.

Joël Girès, sociologue, décrit les prémisses de l'Observatoire. « Au départ c'est bien entendu une envie militante, de présenter et défendre des idées et une conception de la société ou de ce qu'elle devrait être selon nous, à travers ce que nous savons faire : écrire sur des sujets de société. Par ailleurs il n'y a pas énormément de médias alternatifs, nous avons donc désiré apporter une pierre supplémentaire en ce sens, à notre niveau, avec cette question : à quel point notre société est-elle inégalitaire ? Je pense que peu de gens se rendent compte de l'ampleur du phénomène, et des lieux où vont se nicher les inégalités. »

Les différents onglets sur le site internet nous renseignent sur les rubriques et les préoccupations de l'Observatoire : « Classes sociales / Richesses / Éducation / Travail / Genre / Politique / Culture / Santé / Immigration / Cadre de vie / International ». « Dans nos pratiques quotidiennes, nous avons remarqué que les gens ne se situent pas

« Nous sommes parfois nous-mêmes étonnés de l'ampleur des inégalités, en travaillant sur nos sujets. L'un de nos membres a apporté un texte sur les inégalités face à la santé, dès la naissance. Nous étions assez sciés. Il s'agissait d'une analyse sur base communale, qui montrait que les enfants des communes pauvres ont davantage de chances de naître prématurés. De même, en Région bruxelloise, le risque de décéder avant l'âge d'un an est 2,3 fois plus élevé pour un enfant né dans un ménage sans revenu du travail que dans un ménage à deux revenus. »

puissante au niveau individuel, n'est absolument pas établie au niveau collectif. Un manque d'emplois disponibles et adaptés peut contribuer à expliquer ce constat. Dans ce cadre, le fait de disposer d'un meilleur niveau de diplôme va modifier la place des personnes dans la file d'attente pour un emploi, sans impact sur le nombre total de personnes au chômage.

Pourquoi ce message est-il alors répété alors même qu'il repose sur des bases empiriques fragiles ?

On doit se contenter ici d'hypothèses. D'une part, un tel discours ramène

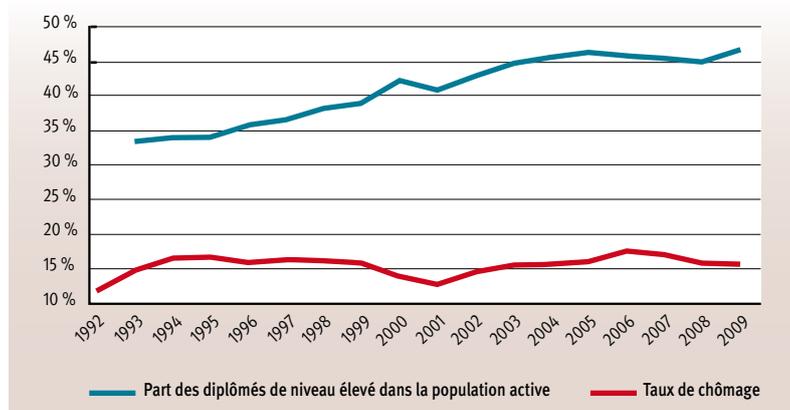
la faute vers le chômeur, insuffisamment qualifié, plutôt que vers un système qui fournit un emploi insuffisant et inadapté à sa population. D'autre part, du point de vue patronal, un tel discours pousse à renforcer les politiques publiques de formation, permettant ainsi aux entreprises de disposer d'une réserve de main-d'œuvre globalement mieux formée, et de préférence prête à l'emploi. □

(1) *Contrat pour l'économie et l'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale*, 2005, p.39.

(2) L'absence de lien entre niveau de diplôme de la population et taux de chômage se vérifie même en comparant des zones urbaines ayant une structure sectorielle de même type. Englert Marion, *Analyse des déterminants du chômage urbain et politique de rééquilibrage entre l'offre et la demande de travail en Région de Bruxelles-Capitale*, Working Paper Dulbea, Research Series n°13-03, janvier 2013.

(3) Soulignons cependant que, malgré l'amélioration tendancielle du niveau de diplôme de la population, la part de jeunes ayant au maximum un diplôme de l'enseignement supérieur est plus élevée à Bruxelles que dans les deux autres Régions. Le constat d'absence de lien entre niveau de diplôme de l'ensemble de la population et taux de chômage suggère que l'amélioration du niveau de diplôme ne permet pas de supprimer le chômage. Cependant, il importe bien évidemment, pour des raisons d'égalité des chances et d'équité, de lutter contre le décrochage scolaire et d'améliorer l'accès aux études supérieures.

Evolution du taux de chômage et de la part des diplômés au niveau élevé dans la population active à Bruxelles entre 1992 et 2009.



Source : enquête Force de Travail et calculs propres.

en Belgique

trop dans une échelle globale de revenus ou de niveau de vie, les pauvres connaissent mal la manière dont vivent les riches, et vice-versa. Nous nous rendons compte également que les gens méconnaissent l'ampleur de la pauvreté et des réalités sociales là où ils se trouvent », signale l'économiste Xavier May.

L'initiative s'inscrit dans le réseau Inequality Watch, une plate-forme regroupant les Observatoires des Inégalités en Europe. « J'aimais bien le format de l'Observatoire français, proposant des textes courts, reprenant cependant beaucoup de données factuelles. L'idée n'est pas de réaliser des textes de style pamphlétaire, mais de créer un média qui diffuse dans d'autres cercles, qui puisse produire des informations à utiliser comme des armes, par des mouvements sociaux, des médias... », nous dit Joël Girès. Par la mise en ligne de ses

documents, l'Observatoire a pour but de réaliser une base de données centralisées et accessibles facilement. « Le contenu du site est là pour être repris par qui le veut, en signalant la source bien entendu », nous dit Alice Romainville, qui ajoute que « le site est entièrement bilingue, c'est important à souligner, et nous sommes ouverts à des contributions extérieures et à un agrandissement de notre équipe, nous en profitons pour lancer l'appel dans vos pages. »

Fruit d'une préparation d'un an et demi, l'Observatoire possède une réserve de matière pour des publications régulières durant plusieurs mois. Nous présentons dans ce numéro deux textes. Le premier, ci-dessus, est intitulé « La formation est-elle la réponse à la question du chômage massif ? » et est signé par Marion Englert et Gilles Van Hamme. C'est pour l'instant une primeur, il devrait être publié par l'Observatoire en même temps que la parution de notre revue. Le second, situé page 78, se penche sur l'origine sociale de nos élus et s'intitule « Candidats et élus à Bruxelles : un enjeu démocratique », signé par Gilles Van Hamme.

Voici donc de quoi agiter les cerveaux et recadrer certaines idées reçues. Vous pouvez consulter l'ensemble du travail de l'Observatoire actuellement publié, et régulièrement agrémenté de nouveautés, sur <http://www.inegalites.be> □

« Les gens méconnaissent l'ampleur de la pauvreté et des réalités sociales là où ils se trouvent. »

Xavier May, économiste